

Unité inter-départementale Gard-Lozère
cellule risques anthropiques
89, rue Weber
CS 52 002
30907 NÎMES Cedex 02

NÎMES, le 04/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OWENS CORNING FIBERGLAS

ZI l'Ardoise
30290 L ARDOISE

Références : 2023-08-
Code AIOT : 0006600562

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/07/2023 dans l'établissement OWENS CORNING FIBERGLAS implanté ZI l'Ardoise 30290 Laudun-l'Ardoise. L'inspection a été annoncée le 29/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à la transmission du dossier de PAC pour son projet hydrogène, l'exploitant a sollicité un rendez-vous avec l'inspection. Cela a déclenché la prise de rendez-vous pour l'inspection annuelle puisque le site est classé prioritaire national en raison de la présence de son installation de stockage de déchets non dangereux pour laquelle le dossier de cessation d'activité n'est toujours pas finalisé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OWENS CORNING FIBERGLAS
- ZI l'Ardoise 30290 Laudun-l'Ardoise
- Code AIOT : 0006600562
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Cet établissement produit de la fibre de verre. Il est classé prioritaire national en raison de l'exploitation d'une installation de stockage interne de déchets non dangereux dont la fin d'exploitation en cours de cessation d'activité.

Les actes préfectoraux en vigueur pris au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement sont l'arrêté préfectoral n° 17-018N du 2 février 2017 complété par un APC n° 30-180 du 16 novembre 2020 puis par un APMD n°2021-037-dreal du 12 mai 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- projet hydrogène
- suites données à la précédente inspection
- ESP
- sobriété énergétique des installations de combustion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection	Autre information
1	ISDND	Arrêté Préfectoral du 02/02/2017, article 5.4.1	Lettre de suite préfectorale	Si l'exploitant ne justifie pas l'impossibilité actuelle de mise en sécurité de l'installation de stockage, un arrêté préfectoral de mise en demeure sera proposé à la signature de Madame la Préfète
5	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	sobriété énergétique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9 et 6.3	Lettre de suite préfectorale	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative, cessation activité ISDND	AP de Mise en Demeure du 12/05/2021, article 3	L'article 3 de cet APMD est respecté. Les dispositions de l'APMD sont levées
2	Arrêté Préfectoral du 02/02/2017, article 9.6.4	Arrêté Préfectoral du 02/02/2017, article 9.6.4	Sans objet
3	protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 02/02/2017, article 9.6.5	Sans objet
4	dossier PAC hydrogène	Code de l'environnement du 03/08/2023, article R.181-46	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a fourni un dossier de cessation d'activité pour son installation de stockage interne de déchets non dangereux. Les dernières fibres de verre ont été déposées en 2022.

Conformément à l'article 5.4.1 de l'arrêté préfectoral du 02/02/2017, la mise en sécurité de l'installation n'est pas finalisée puisque la couverture de la dernière alvéole n'est pas encore installée. Il est demandé à l'exploitant de justifier ce retard et de préciser la date effective de réalisation de mise en sécurité qui lui permettra de finaliser son dossier de cessation d'activité.

Par ailleurs, des compléments sont attendus en ce qui concerne la liste des équipements sous pression du site ainsi que des contrôles d'efficacité énergétique des installations de combustion.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative, cessation activité ISDND

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/05/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative, cessation activité ISDND
Prescription contrôlée : La société OWENS CORNING FIBERGLAS FRANCE située ZI de l'Ardoise à Laudun l'Ardoise est mise en demeure situé à la même adresse de se conformer sous un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté aux dispositions de l'article R 512-39-1 du Code de l'Environnement qui impose que toute cessation d'activité de stockage de déchets doit être notifiée au Préfet au moins six mois avant son arrêt définitif. [...].
Constats : Le dossier de cessation d'activité de l'installation interne de stockage de déchets non dangereux a été transmis le 8 septembre 2022 à la préfecture. Toutefois, la justification de la mise en sécurité de cette installation par la bonne exécution de la mise en place de la couverture finale sur la dernière alvéole conformément à l'article 5.4.1 de l'arrêté préfectoral du 2 février 2017 reste à fournir. L'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas l'ensemble des éléments pour adresser son dossier complet de cessation d'activité à la préfecture du Gard. -->Un dossier de cessation d'activité a été transmis le 8 septembre 2022 à la préfecture du Gard. Les dispositions de l'article 3 de l'APMD du 12 mai 2021 sont respectées. L'ensemble des dispositions de cet APMD sont respectées et peuvent donc être levées. --> Le dépôt de déchets de fibres de verre a cessé depuis l'an dernier mais la mise en sécurité n'est pas finalisée. La couverture finale de l'alvéole 19 n'est pas encore effective. --> L'exploitant doit transmettre à l'inspection sous un mois un argumentaire justifiant l'impossibilité actuelle de finaliser la mise en sécurité de son installation et en s'engageant sur un délai de transmission du dossier complété de cessation d'activité. Pour rappel, le dossier doit être établi conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux et aux articles 5.4.1 et 5.4.2 de l'arrêté préfectoral d 2 février 2017. Il doit contenir les derniers éléments précisés dans le mail de l'inspection du 17 janvier 2023 et dans le précédent rapport de l'inspection du 5 mai 2022. Dans le cas contraire , l'exploitant sera mis en demeure de procéder à la mise en sécurité de son installation interne de stockage de déchets non dangereux.
Type de suites proposées : avec suites

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2017, article 9.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, conformité électrique
Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées après leur installation ou modification. Le contrôle doit être effectué tous les ans, par un organisme compétent.
Constats : Lors de l'inspection du 1er avril 2021, il avait été noté que : - la détermination des zones Atex a été mise à jour en janvier 2019; - les derniers rapports de contrôle des installations électriques réalisés par l'Apave du 16 au 30 novembre 2020 ne mentionnent pas le contrôle des installations en zone Atex. Après de nombreux échanges, et relances de l'inspection, l'exploitant a finalement indiqué par mail du 28 octobre 2022 qu'il n'avait plus de matériel électrique en zone Atex. Lors de cette inspection, l'exploitant a indiqué que lors des contrôles des installations électriques de 2021, 345 observations avaient été relevées dont 61 en priorité 1. Lors des contrôles de la fin 2022, 180 observations ont été relevées dont 10 en priorité 1. L'exploitant a indiqué qu'elles étaient traitées ou en cours de traitement. --> L'inspection souhaite être destinataire des prochains rapports de contrôles des installations électriques prévus en fin d'année pour vérifier qu'il n'y a plus de non conformité récurrente dans les rapports de contrôle des installations électriques de 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2017, article 9.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, protection contre la foudre
Prescription contrôlée : arrêté ministériel du 4 octobre 2010, articles 9.6.5
Constats : <p>Lors de l'inspection du 1er avril 2021, il avait été constaté que le rapport Apave de l'Analyse du Risque Foudre datait du 6 mars 2020 et le rapport de l'Etude Technique Foudre datait du 25 mars 2020. En réponse à l'inspection du 1er avril 2021, l'exploitant avait déclaré que les travaux de mise en conformité seraient réalisés au cours du premier trimestre 2022. Lors de l'inspection du 5 mai 2022, les travaux n'étaient pas réalisés et l'exploitant avait indiqué qu'ils le seraient pour la fin septembre 2022.</p> <p>Au cours de cette dernière inspection, l'exploitant a indiqué que les travaux ont été réalisés par la société Bodet Campanaire et a transmis le rapport de vérification de conformité des travaux sur la période du 22 au 30 septembre 2022 réalisé par l'Apave qui relève 5 réserves. Le rapport Dekra du 17 décembre 2022 lève les 5 réserves du rapport de contrôle de conformité de l'Apave. Ainsi, les installations sont conformes avec l'ARF et l'ETF de mars 2020. L'exploitant est invité à respecter les dispositions de l'article 9.6.5 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/08/2023, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, projet hydrogène
Prescription contrôlée : Par mail en date du 29 juin 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection un dossier de porter à connaissance relatif à son projet d'essai de brûleur d'hydrogène sur un de ses deux fours. Ce projet est en deux phases : <ul style="list-style-type: none">- essais avec comme source d'H2 des stockages en trailers- en 2025, essai pendant 6 mois de production d'hydrogène par électrolyseur
Constats : Lors de l'inspection, il a été indiqué à l'exploitant que la période d'essai avec des trailers d'H2 était soumise à déclaration préfectoral au titre de la rubrique 4715-2 puisque la quantité d'H2 présente sur le site de 950 kilos sera comprise entre 100 kg et inférieure à 1 tonne, seuil de déclaration pour cette rubrique 4715-2. L'exploitant devra télédéclarer sur le site de la préfecture du Gard, service public, sa déclaration / http://www.gard.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Installations-Classees-pour-la-Protection-de-l-Environnement-ICPE/ICPE-en-declaration/Teledeclaration Les dispositions réglementaires à respecter sont celles de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12/02/1998. --> A ce titre, le dossier de PAC devra justifier du respect des dispositions applicables, notamment règles d'implantation, dispositions constructives et accessibilité. --> Concernant le projet d'électrolyseur, compte tenu de la réglementation en vigueur, le dossier de PAC devra être complété par la justification que le projet n'est pas classable au titre de la rubrique 3420-a. Une note ministérielle du 22 décembre 2022 précise les modalités de classement de fabrication d'hydrogène au titre de la rubrique 3420-a. --> Le dossier de PAC complété devra être joint lors de la télédéclaration.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Equipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, liste des ESP
Prescription contrôlée : Art 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 – Liste des ESP III – L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et prochaine requalification périodique.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a projeté un tableau avec une liste d'équipements transmise en séance à l'inspection. Cette liste ne comportait pas de défaut de date d'inspection ni de requalification. Le jour même, de retour au bureau, l'inspection s'est aperçue que la liste projetée et envoyée par mail n'était pas exhaustive puisqu'une seule chaudière y figurait. Un mail du 27 juillet demandait à l'exploitant de transmettre la liste exhaustive de tous les équipements présents sur le site. -->Cette liste est attendue sous un mois.
Type de suites proposées : avec suites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9 et 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle efficacité énergétique par organisme accrédité et mesure CO
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 (applicable à compter du 20 décembre 2018)</p> <p>3.9. Efficacité énergétique</p> <p>L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réalisation du contrôle périodique de l'efficacité énergétique selon l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé (respect du délai, réalisation par organisme agréé, présence du rapport et vérification du respect des dispositions relatives notamment aux rendements minimaux, à l'équipement, au livret de chaufferie et au bon état des installations destinées à la distribution de l'énergie thermique). <p>6.3. Mesure périodique de la pollution rejetée (Arrêté du 15 juillet 2019, article 1er II 14°)</p> <p>I. L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, SO₂, poussières, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection l'exploitant n'a pas fourni la mesure de l'efficacité énergétique de ses chaudières. De plus la mesure du CO qui est un bon indicateur du rendement énergétique de la combustion n'a pas été fourni.</p> <p>--> L'exploitant doit transmettre pour l'ensemble de ses chaudières, les derniers contrôles de l'efficacité énergétique et mesures de CO sous un délai d'un mois</p>
Type de suites proposées : avec suites